

AUTONOMIE. — SOLIDARITÉ. — JUSTICE.

LA

Notre ennemi, c'est notre maître. (LA FONTAINE).

LIBERTÉ

Belgique :

Un an fr. 1.50
Six mois » 0.75
Trois mois » 0.40

ORGANE COMMUNISTE-ANARCHISTE

paraissant tous les quinze jours.

Extérieur :

Un an fr. 3.00
Six mois » 1.50
Trois mois » 0.75

Tout est véritablement commun entre amis.
PROVERBE GREC.

NI DIEU NI MAITRE

Assez de gouvernements ! Place au peuple, à
l'anarchie !
KROPOTKINE.

La substitution, dans les rapports humains, du libre
contrat, perpétuellement révisable et résoluble, à la tu-
telle administrative et légale, à la discipline imposée, tel
est notre idéal.

DÉCLARATION DES ANARCHISTES
AU PROCÈS DE LYON.

Lorsque l'excès de la souffrance vous inspire la résolu-
tion de recouvrer les droits dont vos oppresseurs vous ont
dépouillés, ils vous accusent de troubler l'ordre, ils vous
traitent de rebelles. Rebelles à qui ? — Les rebelles, ce sont
ceux qui se créent à nos dépens des privilèges iniques, qui,
de ruse ou de force, parviennent à nous soumettre à leur
domination ; et quand le peuple brise cette domination, il
ne trouble pas l'ordre, il le rétablit. F. LAMENNAIS.

La plus grande partie des frais de l'établissement social
est destinée à défendre le riche contre le pauvre.

SISMONDI.

Qu'importe que je contribue à faire les lois, si elles m'en-
lèvent ma liberté !
Voter, c'est s'avilir. H. SPENCER.
E. RECLUS.

ADMINISTRATION : 41, Rue de la Montagne, 41, VERVIERS

AVIS

Lundi 13 décembre, à 8 heures du soir, à la
Renommée, Grand'Place, à Bruxelles, **CAUSE-
RIE** par un compagnon du groupe *La Liberté*.
Sujet : **Le Parlementarisme et la Révolution**. — Tous les citoyens désireux d'étudier et
de discuter *entre amis* la question sociale, sont
invités à assister à cette réunion où la liberté
de parole sera rigoureusement observée. Les
adhérents du Parti ouvrier y sont particulière-
ment invités.

A NOS LECTEURS

Nous prévenons les abonnés, les dépositaires
et les lecteurs de « LA LIBERTÉ »,
qu'à partir du présent numéro, l'Adminis-
tration est transférée à **Verviers, 41,
rue de la Montagne**.

Provisoirement, le journal ne paraîtra
que tous les quinze jours, le Samedi.

Malgré son changement de localité, « LA
LIBERTÉ » ne changera en rien sa ligne de
conduite franchement anarchiste.

Nous engageons vivement nos amis à nous
trouver des dépositaires dans toutes les
localités où il n'a pas encore pénétré.

C'est votre faute, Messieurs !

Bien que la sanglante histoire de l'humani-
té ne soit qu'un long et terrible témoi-
gnage de l'infamie de la bourgeoisie, des
rois et des prêtres, — la bourgeoisie, ce-
pendant, confiante dans son misérable
appareil de fonctionnaires, feint de ne pas
comprendre que c'est sur elle que retombe
la responsabilité de notre situation : Quels
que soient les misères et les maux déver-
sés sur la société par cette maudite insti-
tution qui a nom l'*Etat*, elle s'en lave tou-
jours les mains, et en rejette allègrement
la faute sur ses victimes ; — et, hélas ! grâce
à la foule de gens maintenus par un étroit
égoïsme dans leur imbécillité politique, elle
ne trouve que trop de croyants.

Ainsi, aux séances de la Commission du
travail, — qui est gravement en train de
constater à grands frais que la grande mi-
sère vient de la grande pauvreté, — des
témoins, suivant en cela les vieilles tradi-
tions des calottins, sont venus déclarer que

c'est la dépravation du peuple qui conduit
à l'alcoolisme, et qu'il faut enrayer l'immo-
ralité ouvrière par des droits élevés sur la
boisson, par un fort impôt sur les estami-
nets, par la fondation de Sociétés de tem-
pérance sous les auspices de petits-frères,
enfin, comme on l'a dit au congrès des
catholiques, par l'éducation religieuse.

Allons donc, Messieurs ! Est-ce que sé-
rieusement vous pensez, avec vos anodins
remèdes de vieilles femmes, pouvoir dé-
barrasser la société du chancre qui la ronge ?
Et ne voyez-vous pas que le mal a une cause
autrefois profonde contre laquelle tous
vos prétendus remèdes ne feront absolu-
ment rien ? Car, si l'alcoolisme dévore le
Peuple, qu'on ne vienne pas l'attribuer à
« l'immoralité des ouvriers », alors que la
faute en retombe tout entière sur le bri-
gandage de Messieurs les capitalistes, et
que le seul remède c'est du pain, du pain
donné en quantité suffisante !

Et si l'on ne veut pas en croire un anarchis-
te, qu'on écoute ce qu'en dit un homme
qu'on n'accusera certes pas de rêver « le
désordre social » — Liebig — dans ses
Lettres sur la Chimie :

« C'est une erreur d'attribuer la misère
» et l'appauvrissement à l'eau-de-vie. L'a-
» bus de l'alcool n'est pas la cause, mais
» bien la suite de l'indigence. C'est une ex-
» ception quand un homme bien nourri
» devient un buveur d'eau-de-vie. Mais
» quand un ouvrier, par son travail, gagne
» moins que le prix des aliments qu'il lui
» faut pour renouveler complètement sa
» force, une raide et impitoyable nécessité
» de nature l'oblige à recourir à l'eau-de-vie.

» On demande qu'il travaille, mais cha-
» que jour, par suite de l'insuffisance de
» nourriture, il lui manque une certaine
» quantité de force de travail. L'eau-de-vie,
» par son effet sur les nerfs, lui permet de
» fournir cette force manquante, au détri-
» ment de son corps, et d'employer le jour
» même ces quantités de force qu'il ne lui
» aurait fallu employer selon la nature que
» le lendemain. Une lettre de change est
» tirée sur la santé, et il la faut toujours
» prolonger parce qu'il ne peut y être fait

» honneur, faute de moyens. L'ouvrier
» mange le capital au lieu des intérêts, de
» là la banqueroute inévitable de son
» corps ».

Voilà, Messieurs ! Voilà, Schinderhannes,
ce que vous avez fait ! Et la statistique in-
diquant que la Belgique vient tout de suite
après la Russie pour la consommation de
l'alcool, montre par là que la Belgique est
le second dans l'ordre des malheureux
pays ruinés par votre gouvernement.

Cette statistique est votre juge. Elle
prouve clairement votre incapacité gouver-
nementale. Faites place au Peuple ! Lui
seul est à même de connaître les véritables
intérêts ! Et lui seul saura les servir !

UN NOUVEAU LORQUET

Monsieur Léon Defuisseaux, l'ancien
membre de la Chambre des Représentants,
parle, en ces termes, des anarchistes, dans
les Hontes du suffrage censitaire :

« La revendication du suffrage universel,
» qualifiée de « duperie » par les anarchis-
» tes, alliés en cela de M. Frère et des
» doctrinaires, fut inscrite en tête du
» programme.

» Puisque nous venons de parler de
» l'alliance aussi bizarre qu'inattendue des
» anarchistes avec les catholiques et les
» doctrinaires, qu'il nous soit permis de
» donner le motif de *cette communauté*
» d'idées politiques entre les deux partis
» conservateurs belges et les anarchistes.

» Comme leur nom l'indique, les « anar-
» chistes » n'ont qu'un but : « le désordre. »
» Ils veulent non-seulement que tout ce
» qui existe soit détruit, mais encore ils
» refusent d'indiquer sur quelles bases
» nouvelles la société devrait être établie.
» Ils veulent, si l'on peut s'exprimer ainsi :
» « l'établissement du désordre social. » Or,
» le suffrage universel est la mesure d'ordre
» par excellence, puisqu'il établit la loi sur
» la base la plus forte et la plus indis-
» cutable qu'il y ait au monde : « la volonté
» de tous. » Les anarchistes sont donc
» ennemis acharnés du suffrage universel,
» parce qu'ils veulent enlever aux lois
» toute autorité et qu'ils savent que les

» lois que les neuf dixièmes de la nation
» n'ont pas consenties, sont sans autorité ;
» bien plus, qu'elles sont injustes.

» Les anarchistes sont donc logiques, *en*
» *réclamant*, avec MM. Frère-Orban et
» Malou, *le maintien du suffrage censitaire* ;
» car rien n'est plus anarchique qu'une
» injustice inscrite dans la loi, que dis-je !
» qui sert de base fondamentale à l'édifice
» politique tout entier. *Les anarchistes*
» *savent, en outre, « que le bulletin de vote*
» *désarme l'émeute.* »

» Aussi voit-on, dans la plupart des
» meetings, les anarchistes poursuivre de
» leurs interruptions, de leurs colères et
» de leurs violences les orateurs qui
» demandent l'établissement du suffrage
» universel. »

Nous ne discuterons pas avec Monsieur
L. Defuisseaux, si oui ou non le suffrage
universel est, comme nous le disons, une
duperie. Nous ne faisons pas à ce monsieur
l'honneur de discuter avec lui ; c'est aux
ouvriers que nous parlons, c'est au peuple
que nous disons : « méfie-toi, on te trompe,
et ce sont ceux en qui tu as le plus de
confiance qui le font. Les « cléricaux »
écrivent l'histoire au mieux de leurs inté-
rêts, les « libéraux » en font autant, et « M.
Léon » fait pareil.

Voilà ce que nous disons et nous n'avan-
çons rien sans preuves.

Nous renvoyons à notre prochain numéro
les preuves de la duperie du suffrage uni-
versel. Démontrons seulement aujourd'hui
les mensonges que contiennent la citation
ci-dessus.

M. Defuisseaux est un jésuite ou un
profond imbécile lorsqu'il dit que les
partis conservateurs belges et nous, avons
une « communauté d'idées politiques ». Un
imbécile s'il ne sait pas encore que les
partis conservateurs veulent un pouvoir,
un gouvernement, un état, une politique
enfin, tandis que nous en voulons l'anéan-
tissement absolu. Un jésuite, s'il sait cela,
puisqu'il dit le contraire.

Il est encore un jésuite ou un profond
imbécile lorsqu'il écrit que l'anarchie
signifie le désordre et que nous voulons
« l'établissement du désordre social ». Un
imbécile s'il ignore que le mot anarchie
signifie *anti-autorité contre gouvernement*.
Un imbécile s'il croit qu'une société est
dans l'ordre parce qu'on y rencontre à
chaque pas une autorité, juge, policier,
soldat, patron, propriétaire, député, etc.,
etc., et s'il croit que le gouvernement c'est
l'ordre.

Et s'il connaît comme nous la valeur
scientifique du mot *anarchie*, s'il sait que
le gouvernement c'est le désordre, la guerre,
la révolution en permanence, sans parler
des gaspillages financiers, s'il n'ignore pas
que la propriété individuelle et l'autorité
sont les causes permanentes des crimes,
des méfaits, des iniquités, des exactions de
toutes sortes, alors, ce n'est pas un imbé-
cile, c'est un jésuite qui cherche gravement
à faire croire aux autres ce qu'il ne croit
pas lui-même.

M. Léon Defuisseaux n'ignore pas que
les bases nouvelles de la société anarchique
sont la liberté absolue sous toutes ses
formes. Pas de lutte pour l'existence, pas

de désordre là où personne n'a à craindre
la misère puisque la cause de la misère,
la propriété des uns au détriment des
autres, aura disparu. Pas de lutte d'homme
à homme là où chacun est *libre* de vivre à
sa guise sans que cela trouble la liberté du
voisin. Pas de lutte de groupe à groupe, là
où chaque groupe peut *librement* se consti-
tuer là où il veut, de la manière qu'il
croit la meilleure, sans nuire à la liberté
du groupe voisin qui prétend s'organiser
autrement. Pas de lutte de nation à nation,
là où les frontières ont disparu pour faire
place à la grande patrie humaine. C'est
l'ordre, l'ordre absolu, systématique. C'est
ce que nous voulons.

Que si un homme, ou un groupe préten-
dait imposer sa volonté aux autres, alors
le devoir et le droit à l'insurrection restent
sacrés, mais ce fait peut-il se produire
puisque tous sont heureux sans empiéter
sur le bonheur des autres.

Voilà ce que c'est que l'anarchie, qui est,
comme l'a dit le vieux Blanqui, l'avenir de
l'humanité, et l'orsqu'on pense à la gran-
deur scientifique et philosophique de
pareils principes, *possibles lorsque le peuple*
le voudra, qu'on les trouve mesquins, les
revendications des prétendus amis du
peuple. Voilà ce que sait M. Defuisseaux ;
dans ce cas, c'est un jésuite sans scrupules ;
s'il l'ignore c'est un imbécile incurable.

Et qu'est-il donc, si ce n'est imbécile ou
jésuite, celui qui prétend que les anarchis-
tes réclament le maintien du suffrage
censitaire. *Nous défions tous les amis de M.*
Defuisseaux, et lui-même, de citer un mot,
une phrase quelconque où nous avons fait
cette réclamation. Mais ils savent bien que
~~nous ne faisons aucune réclamation, abso-~~
lument aucune parce que nous savons que
ceux qui réclament le pain qui leur man-
que reçoivent le plomb des soldats et les
mois de prison des juges.

Nous voulons cette société, non pour
nous mais pour tous, et lorsque le désor-
dre actuel sera arrivé à son comble, elle
existera de par la dislocation des rouages
de l'autorité, de par la mise en commun
de tous les biens, de tous les trésors natu-
rels ou produits, enfin de par la révolte de
tous ceux qui souffrent d'une manière
quelconque de la société actuelle. Ce n'est
pas un rêve que nous faisons, c'est une
conclusion logique, fatale, irrécusable de
la marche de l'humanité, vers un mieux,
être toujours plus parfait.

Si le parti de M. Léon Defuisseaux ne
craignait pas la lumière, la discussion, si
nous étions libres de développer nos prin-
cipes à leur tribune, voilà ce que nous
développerions, et on aurait plus à dire
que nous troublons les meetings ouvriers,
ce qui d'ailleurs est faux comme le reste.
Mais ce parti sait bien que les revendica-
tions légales sont inefficaces et ne tien-
draient pas debout devant la logique de
nos arguments, c'est pourquoi ces orateurs
de commande parlent seuls : « Hors de
notre église, point de salut » et c'est pour-
quoi il est plus facile de nous calomnier
que de nous répondre. On nous fuit, c'est
là un principe, c'est le seul de Monsieur
Defuisseaux.

A part cela il ne veut que « le maintien

de l'ordre ». Nous le comprenons, car
lorsque le désordre apparaît, il faut se
déplacer, aller au loin goûter le repos,
« l'ordre » ou venir prêcher cet ordre et la
résignation séculaires aux ouvriers ré-
voltés.

Et c'est si doux, « l'ordre » lorsqu'on le
goûte à Nice ou autre part, au soleil ou au
coin du feu, à l'abri des balles et de la
misère. Mais « l'ordre » est dur à supporter
pour les mineurs, les carriers, les ouvriers
de fabrique, les esclaves de la société ac-
tuelle. C'est pourquoi ils prétendent, dans
un avenir prochain, supprimer cette société
qui tue, emprisonne et exploite au nom de
« l'ordre » cher à M. Defuisseaux.

Ce jour-là, on supprimera tous ceux qui
voudraient encore défendre l'ordre actuel.
Gageons qu'on ne supprimera pas Monsieur
Defuisseaux, car alors, il sera en villégiat-
ure, avec l'argent volé aux producteurs,
à moins qu'ils ne soit tapi au fond d'une
cave.

Nous l'avons dit, c'est au peuple que
nous nous adressons, qu'il sache que les
véritables alliés de la bourgeoisie cléricale
et doctrinaire, ce sont tous les chasseurs
de place, les pêcheurs en eau trouble, les
intrigants et les rentiers ! Oui, les toucheurs
de dividendes sont les alliés de tous ceux
qui veulent s'élever aux dépens des autres,
que ce soit Maudrin ou Cartouche, ils leur
tiennent la main par dessus l'urne électo-
rale.

Quant à nous, point d'alliance, pas même
et surtout avec les socialistes à faux nez,
pour la bonne raison qu'ils veulent le
maintien de la société actuelle réformée,
alors que nous voulons renouveler de fond
en comble la société, la débarrasser des
endormeurs de toutes espèces, prêtres,
avocats, jésuites, réformateurs catholiques
ou autres, pour vivre heureux dans une
société qui ne connaîtra pas les intrigues,
les misères et les infections de la politique.

Ce qui fait que ces gens-là, les Defuis-
seaux, et les autres, sont les alliés incon-
scients ou non, des gens au pouvoir, c'est
qu'ils veulent armer le peuple avec cette
arme enfantine qui a nom bulletin de vote,
tandis que nous, les alliés de personne,
nous disons au peuple : Ce n'est pas avec
du papier qu'on brise ses chaînes ; la force
seule peut s'opposer à la force et si nous
voulons devenir des hommes libres, mar-
chons sans transiger vers la Révolution
Sociale, qui seule, a le pouvoir de nous
émanciper.

LE DROIT DE JUGER

(SUITE ET FIN).

Voilà la justice dans toute sa laideur,
avons-nous dit. Eh bien, elle est encore
plus laide, plus abominable si on se place
à un autre point de vue : si on considère
les crimes au point de vue de la science.
Non pas de la science payée pour se trom-
per et tromper les autres, non pas de la
médecine légale dont les pratiquants sont
des espèces de juges plus terribles encore
que les magistrats. Fausse science qui fit
guillotiner Madame Lafarge et tant d'autres
victimes,

Prenons la science en main et examinons
les crimes. Et d'abord, qu'est-ce qu'un
crime ? C'est un accident, un malheur que
la science doit examiner comme elle exa-

mine un aérolithe tombé du ciel ou une algue recueillie au fond de la mer.

De cet accident, un homme doit-il être responsable, le criminel, ou bien la société tout entière doit-elle se voiler la face, rechercher le meurtrier, et... en faire autre chose qu'un cadavre ou un forçat?

Nous avons dit, en commençant cette étude, que les crimes ont trois causes : la folie, la misère et la vengeance.

La misère ! ce mot indique d'ores et déjà, pour tout cerveau qui pense, que la société, inhabile à nourrir tous ses enfants, ne doit pas punir celui qui, sans ressource, se voit dans la nécessité de se procurer par un crime ce qui lui manque. Que cette misère disparaisse, que le morcellement des richesses cesse pour faire place à un ordre de chose où chaque être humain sera assuré de l'existence ; et tous, absolument tous les crimes disparaîtront.

La vengeance ! croit-on sérieusement que celui qui, dans un moment de jalousie, tue la femme qu'il aime, a bien toute sa raison ? La jalousie elle-même est une preuve qu'il ne l'aime pas, puisqu'il n'a pas en elle la confiance que donne la véritable affection.

C'est un malade qu'on peut emprisonner ou pendre ou écorcher vif, sans que rien soit changé à la situation, qu'un crime de plus, commis celui-là par la société qui se venge. Si on le laissait libre, puisque sa vengeance est satisfaite, il rentrerait dans la vie commune et ne songerait plus à mal faire. Mais, dira-t-on, s'il n'a pas réussi, s'il recommence ? Eh bien ! cette fois encore, ce sera la faute de la société qui aurait dû faire comprendre à ce malade, par des soins affectueux et une morale éducative, qu'il ne sert à rien de se venger d'une femme qui ne vous aime pas, qu'il n'y a qu'à s'éloigner de cette femme ; la société n'a que ce devoir : guérir ce malade et chasser de son cœur l'image de la personne qu'il hait.

Nous avons pris comme exemple un cas de vengeance par jalousie parce que c'est le plus commun. Tous les cas nous mèneraient à la même conclusion, excepté la vengeance du faible contre le fort qui l'opprime ; mais celle-là est sainte, et ce n'est pas seulement l'opprimé, ce sont tous les hommes qui doivent se lever pour écraser le fort qui abuse de sa force. Celui dont qui tuerait l'opprimeur ne serait pas un meurtrier, mais bien un justicier.

La folie enfin ! et non pas seulement la folie furieuse, mais tous les degrés de lésions cérébrales, depuis le manque de réflexion jusqu'à l'abrutissement le plus absolu. Voilà la cause de tous les crimes qui ne sont pas dictés par la vengeance et la misère. Et n'est-ce pas un crime monstrueux que de rendre ceux-là responsables d'un crime qui ne seraient pas déclarés responsables des actes les plus simples de la vie. On ne le fait pas, dira-t-on, on les enferme dans une maison de santé ?

A quoi nous répondrons qu'on a guillotiné Menescloux, qui a été reconnu fou, et que se contenterait-on de les mettre dans une maison de santé que ce serait encore un crime, en égard aux traitements barbares de ces sortes de maisons.

Et nous rappellerons ce mot que nous avons déjà cité : « Il vaut mieux acquitter dix coupables que de condamner un innocent ». Or, nous tenons, de la bouche d'un médecin légiste-député, qu'à Ville-Evrard, par exemple, les deux tiers des incarcérés ne sont pas plus fous que vous et moi, et un de nos amis est à Bicêtre : sa folie consiste à... être anarchiste.

Pire que le bain ou la réclusion, voilà son opinion, la nôtre sur les prétendues maisons de santé.

A ceux-là dont l'intelligence peu atrophiée au début aurait pu être facilement développée, et qui, laissée inculte, se cor-

rompt davantage ; à ces fous, c'est l'éducation et l'instruction qui leur a manqué et qui les auraient empêchés, avec des soins assidus, de commettre un crime et de perdre la raison. Que si malgré ces soins, cette éducation et cette instruction, il y a encore des fous, il est facile, selon nous, de les empêcher de nuire sans les maltraiter.

« Prévenir, c'est gouverner » a dit le gâteux homme d'Etat belge, Frère-Orban. Nous disons, nous : « Prévenir, c'est faire justice ».

Et nous avons indiqué sommairement ce que nous entendons par prévenir les crimes.

C'est supprimer la société où l'on peut être pauvre, c'est donner aux malades du cerveau les soins qu'on ne refuse pas, actuellement, aux chiens ou aux oiseaux.

C'est donner à tous le développement complet de l'intelligence par une instruction largement scientifique, par une éducation vraiment morale, c'est-à-dire sociale.

Nous ne pouvons mieux faire que de citer pour terminer ces paroles d'une conférence faite à Verviers, en 1875, à propos des grands côtés de cette éducation :

« L'idée de Dieu conduit fatalement à des conclusions tellement contraires à la morale, qu'elles justifient pleinement cette pensée profonde de Hendlal : « Ce qui excuse Dieu, c'est qu'il n'existe pas ». De plus, l'idée surnaturelle implique toujours l'idée d'un maître quelconque dominant les choses, les êtres et les événements de ce monde, et dont la colère ou le contentement se traduit par des châtiments ou des récompenses, idée profondément anti-sociale autant que fausse.

« Qu'est-ce, en effet, que le bien ? qu'est-ce que le mal ? Le bien, c'est tout ce qui est utile à la société ; le mal, tout ce qui lui est nuisible, ou simplement inutile.

« Or tout ce qui nuit ou sert à la collectivité, nuit ou sert de ce fait à chacune des individualités qui la composent. Faire le bien, éviter le mal, c'est donc une question d'intérêt mutuel, un devoir réciproque ; et quiconque donne à la conduite de l'homme, comme but la récompense, comme menace le châtiment, proclame une doctrine fautive et ténébreuse comme toute œuvre de despotisme.

« Ce respect de l'homme dans l'enfant qu'il faut élever pour vivre de la vie sociale, sans autre but de commande, je le pousse si loin que je voudrais, dès la première éducation, voir supprimer dans la famille le système généralement employé des récompenses et des punitions.

« Dire à l'enfant : si tu es sage, tu auras des bonbons ; si tu travailles, tu auras des prix ; si tu fais le méchant, tu mangeras du pain sec... c'est fort commode, assurément ; mais c'est exploiter toute la gamme des passions malsaines, au profit de la tranquillité des parents, dont le premier devoir est de s'effacer devant l'enfant ».

Ce qu'il faut faire comprendre à l'enfant, c'est que le travail développera son corps et son esprit, c'est lui faire aimer le travail en le lui rendant attrayant. C'est lui faire compter avec ses semblables, en lui prouvant qu'il a besoin d'eux, comme ils ont besoin de lui. Et lui apprendre à les aimer et à aimer par dessus tout la liberté.

Qu'on donne cette éducation, et l'instruction scientifique qui en est le complément naturel ; et supprimer la propriété individuelle et l'autorité, causes de la misère ; et les crimes disparaîtront, pour jamais, de la société.

Nous avons démontré : 1° l'inutilité des lois, 2° l'inutilité des juges, 3° l'inutilité de la répression. Or, une chose inutile devient nuisible, si elle empêche le développement des choses bonnes qui l'entourent. Tel est le cas. Donc suppression de la répression, des juges et des lois, voilà notre conclusion.

TOUS SOCIALISTES !...

(SUITE ET FIN).

Quelle fut, en effet, l'idée distinctive, l'idée-mère du socialisme ?

— L'idée de la nécessité d'abolir le salariat, d'abolir la propriété individuelle du sol, des maisons, des matières premières, des instruments de travail, du capital social en un mot. Quiconque ne reconnaissait pas cette idée fondamentale, quiconque ne la mettait pas en pratique dans sa vie privée en renonçant à l'exploitation d'autrui, n'était pas reconnu socialiste.

— « Admettez-vous la nécessité d'abolir la propriété individuelle ? — Admettez-vous la nécessité d'exproprier, au profit de tous, les détenteurs actuels du capital social ? — Sentez-vous le besoin de vivre conformément à ces principes ? » Voilà ce qu'on demandait autrefois au nouveau venu, avant de lui tendre la main comme à un socialiste.

Il est évident qu'en vous posant ces questions, on ne vous demandait pas si vous reconnaissiez la nécessité d'abolir la propriété individuelle dans deux cents ans ou dans deux mille ans ! On ne se pose pas des questions oiseuses sur ce qu'il sera bon de faire dans deux cents ans ! Lorsqu'on parlait d'abolition de la propriété individuelle, on en reconnaissait la nécessité dès aujourd'hui, et il était convenu qu'il fallait en faire la tentative lors même de la prochaine révolution. — « La prochaine révolution, disaient les socialistes il y a dix ans (et ceux qui sont restés socialistes le disent encore), — « la prochaine révolution ne » doit plus être un simple changement de » gouvernement, suivi de quelques améliorations de la machine gouvernementale : elle doit être la révolution sociale ».

Cette conviction sur la nécessité de se préparer pour l'expropriation lors de la prochaine révolution, constituait l'idée-mère du socialiste ; c'est cela qui le distinguait de tous ceux qui admettent aussi la nécessité de quelques améliorations dans le sort de l'ouvrier, qui vont parfois jusqu'à convenir que le communisme est l'idéal de la société future, mais qui n'admettent certainement pas qu'on cherche à réaliser le communisme du jour au lendemain.

Professant ces idées, le socialiste était sûr de ne pas être confondu avec ses ennemis. Il était sûr que le nom de socialiste ne serait pas escamoté par ceux qui veulent tout bonnement le maintien de l'exploitation actuelle.

Tout cela a changé aujourd'hui.

D'une part il se constituait, au sein de la bourgeoisie, un noyau d'aventuriers qui comprenaient que sans endosser l'étiquette socialiste ils ne parviendraient jamais à escalader les marches du pouvoir. Il leur fallait donc trouver un moyen de se faire accepter par le parti, sans en adopter les principes. D'autre part, ceux qui ont compris que le moyen le plus facile de maîtriser le socialisme, c'est d'entrer dans ses rangs, de corrompre ses principes, de faire devier son action, faisaient une poussée dans le même sens.

Malheureusement il s'est trouvé des socialistes, des socialistes d'autrefois, désireux de grouper autour d'eux le plus de monde possible, pourvu que les nouveaux venus acceptent l'étiquette de socialistes, qui se sont empressés d'ouvrir largement les portes et de faciliter l'entrée aux soi-disant convertis. Ils ont renoncé eux-mêmes à l'idée-mère du socialisme, et, sous leurs auspices, il se constitue aujourd'hui une nouvelle espèce de soi-disant socialistes n'ayant conservé de l'ancien parti que le nom.

Semblables à ce colonel de gendarmerie russe qui disait à un de nos amis que, lui

aussi, il trouvait l'idéal communiste admirable, mais que cet idéal ne pouvant être réalisé avant 200 peut-être 500 ans, il fallait en attendant mettre notre ami sous les verroux, pour le punir de la propagande communiste qu'il avait faite; semblables, dis-je, à ce colonel de gendarmerie, ils déclarent que l'abolition de la propriété individuelle et l'expropriation doivent être renvoyées à un avenir lointain; que tout cela, c'est du roman, de l'utopie; qu'il faut s'occuper, en attendant, de réformes réalisables, et que ceux qui tiennent à l'idée d'expropriation sont leurs pires ennemis. — « Préparons, disent-ils, le terrain, non pas pour leur exproprier le sol, mais pour nous emparer de la machine gouvernementale, au moyen de laquelle nous améliorerons plus tard, peu à peu, le sort des ouvriers. Préparons, pour la prochaine révolution, non pas la conquête des usines, mais la conquête des municipalités ».

Comme si la bourgeoisie, restant détenteur du capital, pouvait leur laisser faire des expériences du socialisme, lors même qu'ils réussiraient à s'emparer du pouvoir! Comme si la conquête des municipalités était possible sans la conquête des usines.

Les conséquences de cette volte-face se font déjà sentir.

Maintenant, lorsque vous avez affaire à un de ces nouveaux socialistes, vous ne savez plus si c'est à un monsieur semblable au colonel de gendarmerie russe que vous parlez, ou à un socialiste pour tout de bon. Puisqu'il suffit d'admettre qu'un jour — dans mille ans, peut-être — la propriété pourra devenir collective, et qu'en attendant il faut voter pour quelqu'un qui demandera à la Chambre de réduire les heures de travail, — la différence entre le socialisme du dit colonel de gendarmerie et celle de néo-socialiste devient imperceptible: Tous socialistes! L'ouvrier qui n'a pas le temps de suivre une trentaine de journaux à la fois, ne saura plus où sont ses alliés et où sont ses ennemis, les socialistes et les escamoteurs de l'idée socialiste. Et, le jour de la révolution venu, il devra subir de rudes épreuves et de terribles saignées, avant qu'il ait reconnu amis et ennemis.

CHRONIQUE VERVIÉTOISE

Dimanche 28 novembre, avait lieu, salle de l'Alhambra, un meeting organisé par la *Chambre syndicale des Tisserands*.

Le citoyen Maigret, d'Ensival, ouvre la séance. Il préconise les associations ouvrières pour empêcher les événements regrettables (selon lui) qui se sont passés à Liège et Charleroi, en mars dernier. Ce qu'il ne voudrait plus voir non plus, c'est un ouvrier s'armant d'un revolver pour se faire justice de vexations d'un contre-maître, comme cela est arrivé à Ensival.

En un mot, il voudrait voir les associations assez fortes pour discuter avec les patrons pour s'entendre avec eux afin d'éviter ces conflits qui éclatent à chaque instant. Il cite un patron d'Ensival (probablement le sien) qui oblige les contre-maîtres à respecter les ouvriers. Il nous permettra de trouver étrange qu'un socialiste vienne vanter son patron à une tribune publique, d'autant plus que ce n'est pas la force des associations ouvrières qui a imposé cette ligne de conduite à ce patron qui, pour nous, est un exploitateur au même titre que les autres. D'ailleurs, notre Trique va pénétrer un de ces jours dans cette fabrique et nous espérons bien démontrer que les choses ne s'y passent pas autrement que dans les autres.

Le citoyen Thonar, de Liège, fait une longue péroraison, mais dans laquelle les idées se choquent et se contredisent tellement qu'il nous

est presque impossible d'y donner une suite. En parlant des facteurs capital, travail et intelligence, il voudrait voir que ces trois facteurs soient sur le même pied d'égalité.

Tantôt pacifique, tantôt révolutionnaire, il compare le suffrage universel au levier d'Archimède avec lequel nous soulèverons le monde.

A ce sujet nous demanderons au citoyen Thonar pourquoi en France, en Allemagne, en Suisse, en Amérique (pays de suffrage universel) les travailleurs n'ont pas encore soulevé le monde? pourquoi ils croupissent encore dans la plus effrayante misère? Là où nous sommes d'accord avec le citoyen Thonar c'est quand il dit que les bourgeois passent leur existence dans les lupanars, les cafés-concerts, les maisons de tolérance; qu'il sont pourris jusqu'à la moelle des os, qu'ils tombent en putréfaction. Seulement, nous lui feront observer que dans les pays que nous venons de citer, les bourgeois sont au même niveau que dans le nôtre. Mais là où nous ne sommes plus d'accord c'est quand les chefs du parti ouvrier vont quémander les votes de ces bourgeois pourris comme l'a fait *Anseele* et comme le fait en ce moment *Vandendorpe* et demandent à aller se pourrir avec eux.

Nous félicitons la citoyenne Thonar pour le discours qu'elle nous a fait. Nous espérons qu'à l'avenir cette jeune fille deviendra femme et alors elle nous parlera du cœur.

Le citoyen Moreau remercie la citoyenne Thonar et dit qu'il remplace son ami Defnet. Il commence son discours en démontrant que ce n'est pas lui, ni ses amis, ni le parti ouvrier qui sont révolutionnaires (ce que nous ne leur avons jamais contesté) mais que ce sont les bourgeois cléricaux, doctrinaires et M. Renoupré qui sont révolutionnaires (elle est bonne celle-là!) Selon lui, M. Renoupré devrait se contenter de prendre 0,25 cent. de bénéfice sur les 45 qu'il reçoit pour faire tisser une pièce, qu'il ne retiennent pas 10 % en plus pour frais de fabrique, c'est à quoi on parviendra par l'organisation des forces ouvrières. On serait en effet bien avancé si l'on gagnait 10 % de plus. Le citoyen Moreau nous dit que la bourgeoisie ne nous donnera jamais le suffrage universel (mais pourquoi alors tant le demander?) que si l'on veut qu'un bourgeois ait la tête coupée, il faudra qu'on la lui coupe. Il termine en préconisant la grève générale. Quand nous serons 500,000, dit-il, avec les cotisations d'une année, cela nous fera 1,800,000 francs.

Voyons, citoyen Moreau, pour faire la grève générale pacifique au nombre de 500,000 pendant 3 mois il faut, en donnant 1 franc par jour à chaque ouvrier, 45 millions. Il faudra donc encore 25 ans pour ramasser pareille somme pour pouvoir faire la grève générale. Et si l'on tient compte qu'il est impossible à l'ouvrier d'économiser, la grève générale aura lieu dans quelques siècles. D'ici là, le paupérisme aura anéanti la classe ouvrière. Enfin, où le citoyen Moreau nous dit la plus forte blague, c'est quand il nous dit que pendant la grève générale les bourgeois devront crever de faim sur leurs coffres-forts remplis d'or.

Ce n'est cependant pas que nous ne sommes pas partisans de la grève générale, au contraire, nous sommes prêts à la commencer demain, mais à la condition que le premier jour on s'empare de tous les magasins de consommation et de production (chose qui, selon nous, est très pratique), alors maître de tout, nous pourrions faire capituler la bourgeoisie.

Mais c'est la révolution que va s'écrier le citoyen Moreau, eh bien! oui. Chose dont, Messieurs, les chefs du parti ouvrier non-seulement ne veulent pas, mais veulent faire tout leur possible pour l'empêcher.

En un mot, nous considérons ces orateurs comme des petits chiens caniches qui gueulent

sur les bourgeois de loin et de près se couchent à plat ventre.

La Trique Verviétoise

BAGNE DRÈZE

Le mouchard SIMON et le blank-panse WINANDY viennent enfin d'être récompensés de leurs plâtres. Depuis que l'on travaille jour et nuit, on les a élevés au grade de régleur. Comme on le voit, c'est bien rarement les capacités qui élèvent des individus au rang de contre-maître.

Il y a quinze jours, deux tisserands ne s'étant pas trouvés à leur besogne le lundi, quand ils vinrent le mardi matin Simon leur signifia qu'ils ne devaient pas recommencer.

Ils allèrent donc trouver le directeur pour voir si l'on ne reviendrait pas sur cette détermination de les renvoyer. Le directeur, après les avoir entendus, consentit à les garder, mais à la condition que, ayant chômé une journée pour leur plaisir, ils chômeraient deux journées pour le sien. Et, quand ils furent au travail le jeudi, le directeur vint leur déclarer que pour supplément de punition ils devaient travailler ce jour-là jusqu'à 10 heures, le lendemain jusqu'à 12 et le samedi toute la nuit.

Et l'on ose parler de liberté quand des ouvriers se voient dans l'obligation de subir de pareilles iniquités.

TISSAGE PUBLIC GUSTIN

Les ouvriers, après avoir déchiré le règlement que l'on voulait leur imposer, comme nous l'avons dit dans notre précédent numéro, allèrent trouver tous ensemble l'exploiteur en question lui stipulant que non-seulement ils ne voulaient se conformer à son règlement, mais qu'ils demandaient en outre la réduction d'une heure de travail par jour.

Devant la ferme résolution de ces ouvriers, notre exploitateur dut céder.

Nous avons cru bon de publier ce fait pour prouver une fois de plus que nos maîtres ne sont que ce que nous les avons faits, — ou laissé devenir — que si toutes les fois qu'un nouveau règlement est placardé, qu'une nouvelle injustice se commet dans une fabrique, les ouvriers s'unissent et d'un commun accord allaient protester, nous ne serions pas réduits, comme nous le sommes, à subir toutes les vexations, tous ces abus que nous subissons pour ne pas mourir de faim tout en travaillant comme des bêtes de somme.

P.-S. — Au prochain numéro, nous publierons des lettres sur les bagnes *Bettonville*, de Hodimont, *Herck-Sauvage*, d'Ensival, ainsi que sur une filature exploitée par le sieur *Hackin*, de Dison. L. R.

Contraste. — A Verviers, on fait cadeau d'une montre en or au Président de la Boulangerie coopérative; au Borinage, on convoque les ouvriers partisans de la coopération pour chasser leur Président Fauviaux. — Nous désirerions bien savoir quelle différence il y a entre ces deux Présidents?...

Les Jeuneurs. — Depuis quelque temps règne une fièvre de jeûne dans quelques cerveaux mal équilibrés. Après Tanner, Sucey, Merlaty, voilà Simon, de Bruxelles. C'est à qui restera le plus longtemps sans manger. Ceux qui parviennent à jeûner trente ou quarante jours s'en font une gloire indescriptible. C'est, en effet, un fait extraordinaire.

Cependant, si l'on demandait à n'importe quel ouvrier s'il sait ce que c'est que le jeûne, il vous répondra certainement: « O oui! depuis que je suis au monde je ne connais que ça. »

CERCLE D'ÉTUDES SOCIALES, DE DISON. — Dimanche 19 décembre, à 7 h. du soir, **CAUSERIE** chez Thomas HEUCHENNE, rue du Husquet, 12, à Dison.

L'abondance des matières nous oblige à remettre au prochain numéro:

1° Plusieurs correspondances, dont une de Seraing, faisant des révélations sur les *Hauts-Fourneaux d'Ougrée*; 2° Plusieurs articles, entre autres: *Les Basiles et Entre Mineurs*; 3° *Voleurs volés*; 4° *Réflexion bien juste*; 5° Enfin des listes de souscription en faveur de *La Liberté*. L. R.

Verviers. — L'Éditeur: J. DAVISTER, r. de la Montagne, 41.